

Christophe Dinouard
ATER.
CURAPP 6054.
46, rue de Chatillon.
60100 CREIL.
03.44.24.27.91.
christophedi@yahoo.fr.

L'ELABORATION AGRICOLE DU DEVELOPPEMENT DURABLE : ENTRE CONFLITS LOCAUX ET ENJEUX GLOBAUX.

Abstract

The Sustainable Development isn't a subject found in the Nature, but under Construction with exchange of Labelling between group's Farmers with Various Social Attributes. He's burning at the Time the Farmer's Image is in Difficult situation. The image's Farmers become these of privileged and unpunished Worker. At the time the Farmer attempt to control his modern image to the detriment of employment, Incomes and Environment, the Farmer to think again his Profession. The Sustainable become a resource for this Group to reconstitute his Image. So, a journal broadcast by a Costarmoricain Group of Farmer, The « Echo du CEDAPA » show how the Sustainable Développement hides the Construction of other belief and news Values, without forget the modern Values, to build a new image of the Farmer.

Qu'est ce qui peut amener des acteurs collectifs localement situés, aux contours sociaux économiques et culturels relativement identifiables, à s'engager et diffuser des thèmes flous et galvaudés, comme ceux du « développement durable », s'adressant potentiellement à un public mal défini, aussi bien dans l'espace que dans le temps ?

L'intérêt de la question ne vient pas de la nouveauté des interrogations liées à l'émergence d'actions collectives autour de thèmes « globaux ». D'abord, la nouveauté apportée par les thèmes du « développement durable » est toute relative¹, ainsi que les modes d'engagements qui leurs sont liés². L'intérêt peut venir d'une tentative de prendre le développement durable comme objet labelisé³, et d'apporter des éléments d'explications aux mécanismes sociaux et collectifs locaux contribuant à son élaboration dans un secteur professionnel particulier : le secteur agricole⁴.

Le choix retenu est celui d'une démarche microsociologique qui se concentre sur une action collective en même temps que sur les acteurs qui la composent. Ceci permettant en partie, d'éviter une analyse trop formaliste et abstraite. Au lieu de

¹ C.Gautier, J.Valluy, (1998).

² Les mouvements écologiques des années 70 offraient déjà un terrain d'étude privilégié de l'engagement dans les causes générales « postmatérialistes », voire R.Inglehart (1977) et I.Sommier (2001).

³ Le label peut être défini comme l'aboutissement d'un processus de qualification. Le développement durable n'est pas considéré comme une donnée, un fait trouvé dans la nature, mais comme un élément du processus de distribution d'étiquettes en train de se faire. Les agriculteurs « durables », « biologiques », « conventionnels » sont autant de termes de l'échange d'étiquettes. Cette démarche permet de ne pas admettre les valeurs des groupes qui distribuent les qualifications mais veut aussi insister sur la caractère interactif, transactionnel des étiquettes. Pour se définir comme un agriculteur biologique ou conventionnel, il faut que chaque groupe soit d'accord pour accorder à l'autre les attributs qu'il veut se voir reconnaître, cf Becker. (1985).

⁴ La profession agricole recouvre de grandes diversités sociales, économiques et de pratiques professionnelles. L'activité professionnelle n'est pas seule suffisante à donner les contours de ce groupe qui les doit notamment à un processus de construction historique.

rendre encore plus confus le développement durable en ajoutant une définition à celles déjà existantes, l'étude se concentre sur la lutte de quelques agriculteurs pour la définition et l'image de l'agriculture durable.

Pour analyser les facteurs de participations et de diffusions des thèmes liés au développement durable, on s'intéresse à ce qui se passe localement, à des groupes identifiables de manière à sortir de l'impasse universaliste qui voudrait que le développement durable s'adresse à tous et partout.

Le but de l'analyse est d'apporter des éléments de réponses à la question : Comment s'engage-t-on pour une cause durable, quand on est agriculteur dans les Côtes d'Armor ? L'attention est portée sur une structure locale, une association d'agriculteurs qui milite en Bretagne depuis 1982 pour une agriculture plus autonome. En bref, son but est de rendre les agriculteurs plus autonomes en diminuant l'utilisation des intrants sur l'exploitation (matériels agricoles coûteux, produits phytosanitaires...), en diminuant les cultures de plantes gourmandes en capitaux économiques et en temps de travail. L'agriculteur devrait ainsi améliorer sa valeur ajoutée, son revenu et son temps libre.

La définition d'une « agriculture durable » peut sembler par son contenu social, écologique, en contradiction avec les modes de productions agricoles dominants en faisant éclater les cadres de référence de l'agriculture élaborés dans sa période de modernisation. Il est en contradiction aussi avec un secteur corporatiste⁵, par son ouverture sur des préoccupations « citoyennes », « tiers-mondistes »... Les actions collectives se situant dans cette démarche, se trouvent alors non seulement en contradiction dans leur propre secteur, mais aussi en situation fragilisée.

Dans cette configuration, l'étude des mécanismes sociaux et identitaires de l'engagement pour cette cause, sur un terrain délimité, permet d'envisager le développement durable comme une ressource symbolique pour l'engagement. Cela ne signifie pas qu'elle soit élaborée sciemment dans un seul but stratégique d'appropriation des ressources liées au développement durable (ressources matérielles et immatérielles), ni de repositionnement calculé dans l'espace⁶ des mouvements agricoles. Cependant elle donne du sens à l'action collective. Elle en permet sa définition, elle fonctionne comme un réceptacle des croyances et des valeurs partagées dans le groupe. Elle contribue à la définition du groupe, à la construction de son image et de celle ses membres. Elle crée des liens entre les différents groupes de l'espace des mouvements sociaux, agricoles, écologiques, citoyens,

⁵ Voir P.Muller (1984), pour le rôle du corporatisme agricole dans l'agriculture Française. Voir aussi B.Jobert et P.Muller (1987).

⁶ Le concept d'espace est utilisé diversement par les différentes écoles. Il s'inspire ici notamment de l'approche économique de Mac Carthy et Zald, rassemblant l'ensemble des mouvements sociaux dans une même industrie (SMI), (1973). Melucci définit les organisations comme des réseaux de mouvements, des espaces d'agrégations complexes, « plutôt que des mouvements, on devrait parler d'espaces de rassemblement (espaces d'agrégation) : il existe entre les groupes de jeunes, les femmes, le champ de l'écologie et de la contre culture, un réseau diffus de groupes, de points de rencontre, de circuits, de solidarité qui diffèrent profondément de l'image de l'acteur collectif organisé politiquement ». On retiendra aussi le concept « d'espace des mouvements sociaux », défini par L.Mathieu, « c'est ainsi postuler que les mobilisations et les organisations qui les mènent se déploient dans un univers social relativement autonome, traversé par des logiques propres, et dont les différents éléments sont unis par des relations de dépendance mutuelle. Cet espace d'interdépendance autoréférentiel se distingue des autres univers constitutifs du monde social en ce qu'il propose aux acteurs singuliers ou collectifs qui le composent des enjeux spécifiques (tel que voir ses positions reconnues sous forme de loi, accéder au statut d'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics, porter des coups à ses antagonistes, etc.) tout en étant organisé par des temporalités, des règles et des principes d'évaluation propres, qui contraignent lourdement leurs pratiques, prises de positions, anticipations et stratégies. Voir L.Mathieu, (2002) p.75-100.

consommateurs...Elle peut fonctionner comme une ressource en dehors de toute utilisation consciente stratégique.

Le développement durable vient s'inscrire dès lors dans un espace où les découpages sociaux et professionnels sont déjà existants dans le secteur agricole. Il émerge en s'agrégeant d'abord aux conflits du présent, avant de se tourner vers les générations futures et les préoccupations universalistes. La diffusion d'une cause s'appuie sur des organisations, sur des acteurs qui croient et adhèrent à cette cause. Ces acteurs sont immergés dans des configurations locales et présentes, en s'appropriant le développement durable, ils l'immergent dans ces configurations sociales et économiques et participent à sa diffusion. C'est pourquoi étudier la diffusion d'une cause c'est aussi repérer les mécanismes sociaux d'adhésions à cette cause.

La construction de l'action collective dans le secteur agricole : le cas du CEDAPA.

Le travail de repérage de ces mécanismes est effectué à partir d'un bulletin d'information publié par une association agricole des Côtes d'Armor : le CEDAPA⁷. « L'écho du CEDAPA » est un bulletin bimestriel d'information interne et externe du CEDAPA. Plusieurs acteurs participent à sa rédaction. Les agriculteurs du CEDAPA sont en grande majorité ceux qui s'expriment dans l'Echo. Le plus souvent ils sont membres du bureau de l'association. Des intervenants extérieurs peuvent y écrire, une rubrique « forum » leur sera consacré dès les premiers numéros.⁸ Il s'agit le plus souvent de « sympathisants » du CEDAPA, des « soutiens » de membres d'autres associations, de membres de l'INRA⁹, tous proches du CEDAPA.

L'Echo comporte 6 pages à ses débuts, 8 lors du dernier numéro de l'échantillon qui couvre la période de septembre 95 au mois d'avril 2003 en 46 numéros.¹⁰

L'Echo du CEDAPA à l'avantage de fonctionner comme un prisme reflétant différents mécanismes par lesquels l'individu décide de passer d'une action individuelle à une action collective et qui font que les thèmes du développement durable deviennent une cause collective et diffusable. Les différentes rubriques du bulletin couvrent les aspects les plus techniques du métier agricole jusqu'aux thèmes militants. Une analyse des transformations du discours depuis sa création, est révélatrice du mode d'appropriation du développement durable mais surtout permet de l'envisager comme une ressource pour l'action collective. N'étant pas mentionnée dans les premiers numéros, elle devient par la suite la cause au nom de laquelle l'action est menée. Le discours de l'Echo appuyé¹¹ de quelques entretiens, une fois relié aux transformations dans l'espace des mouvements agricoles, permet d'éclairer les différents mécanismes d'adhésions à une cause universaliste.

Non seulement il permet de repérer le rôle du discours dans la production identitaire de l'organisation, mais aussi il montre le travail de différenciation de cette organisation au sein d'un espace d'alliances et de conflits occupé par d'autres organisations, concurrentes ou alliées.

Le discours comme production identitaire différenciée.

Deux étapes caractérisent la construction du discours.

⁷ Centre d'Etude pour un Développement Agricole Plus Autonome.

⁸ Malgré les appels répétés des acteurs de l'Echo, les interventions externes dans l'Echo restent faibles.

⁹ Institut National de Recherche Agronomique.

¹⁰ Le premier numéro de l'échantillon correspond au premier numéro de l'Echo.

¹¹ Sont retenus pour ce document les entretiens menés avec un animateur du CEDAPA, l'animatrice chargée de la publication de l'Echo, A.Pochon, (ancien membre fondateur du CEDAPA), Patrick Le Fustec (le Président du CEDAPA).

D'abord la construction d'une identité qui rend possible la construction et l'adhésion de l'individu au groupe. Cette construction par le discours se décline elle-même selon deux étapes principales.

Celle de la désignation d'une cause injuste en même temps que les responsables de cette cause, à laquelle il faut remédier. Puis, la désignation des remèdes et l'identification d'une cause juste¹².

Causes injustes et désignation des coupables, remèdes et construction d'une cause juste fonctionnent comme les pendants incontournables de la création d'un groupe. Le travail identitaire de l'association consiste à lever tous les obstacles à une adhésion souvent prudente et hésitante, du fait des poids économiques, sociaux et symboliques pesant sur elle. L'enjeu pour l'organisation réside au renforcement, à l'enracinement dans l'adhésion par la démonstration que l'engagement pour une cause « nouvelle » non seulement est crédible, mais aussi que l'abandon de la cause jusque là poursuivi par l'agriculteur ne l'est plus.

L'enjeu dans la construction identitaire visible à travers le discours est alors lié à celui de la différenciation. Le groupe tend à différencier sa cause de celles que les autres organisations mènent dans le même espace. A travers le discours de l'Echo se lit la volonté de se positionner dans un jeu et d'alliances et de conflits, de se rapprocher tout en se différenciant des partenaires, et de se situer vis à vis des concurrents.

Dans cette optique, l'organisation¹³ et ses ressources jouent un rôle important dans l'action collective.

Non quelles soient déterminantes, non que l'environnement des acteurs collectifs aient un rôle négligeable dans la construction d'une cause durable et dans sa diffusion, mais se concentrer sur la dimension organisationnelle de l'action collective, à travers l'Echo du CEDAPA permet de repérer la manière dont l'identité se construit par une activation des symboles, des valeurs, des discours dans lesquels se reconnaissent les adhérents. C'est parce qu'ils croient aux mêmes valeurs¹⁴ et qu'ils partagent des expériences et des parcours sociaux proches, que les paysans se réunissent et restent dans une association. Le discours de l'Echo met en cohérence leurs points communs, en crée de nouveaux. L'organisation, à travers son discours, renforce le sentiment d'appartenance et diminue les obstacles au passage de l'engagement individuel à l'engagement collectif.

A travers son Echo, l'organisation fait plus qu'informer. Elle fait plus qu'apporter à chaque agriculteur les moyens de travailler efficacement. Elle lui donne le sentiment d'appartenir à une communauté agricole à la fois spécifique mais aussi qui dépasse les frontières du corporatisme agricole.

Les causes injustes et les remèdes.

Elles apparaissent dès les premiers numéros de l'Echo. Il s'agit de la baisse du revenu et de celle de l'emploi, la transformation du système de production familial en une entreprise industrielle, la raréfaction du temps libre et la pollution des eaux.

¹² Cette démarche est proche de celle de Klandermans et Oegema (1987), mais s'inspire aussi de cadres d'expérience de Goffman (1991) qui permettent aux individus de « localiser, percevoir, identifier, classer les événements de leur environnement, de leur vécu et du monde ».

¹³ Mac Carthy & Zald font remarquer qu'il existe toujours du mécontentement dans une société pour fournir la base d'une action collective mais que celle-ci ne peut survenir qu'à travers une organisation. Ils font de celle-ci la condition d'une mobilisation, cf J.D. Mac Carthy, M.N. Zald, (1973).

¹⁴ Ils finissent par croire aux mêmes valeurs et continuent d'adhérer à l'association. Les valeurs communes sont de plus en plus nombreuses au fur et à mesure qu'ils restent dans l'association, au moment où ils passent d'une action individuelle à collective, ils ne partagent pas encore tous les mêmes valeurs et buts.

Les remèdes pratiques et techniques apparaissent en même temps, en marquant une opposition aux autres pratiques. La culture de prairie, moins gourmande en capitaux et intrants permet de maintenir par une amélioration de la valeur ajoutée, non seulement le revenu, mais aussi l'emploi sur des exploitations agricoles de petites tailles. Elles deviennent moins polluantes, du fait d'une moindre utilisation des intrants phytosanitaires (pesticides, insecticides, engrais...) et de la maîtrise du cycle de l'azote et de production de nitrates.

Les remèdes répondent d'abord à un objectif social, celui de maintenir l'emploi et le revenu, puis, par voie de conséquence écologique.

Ils s'adressent à un public d'agriculteurs installés sur de petites exploitations laitières connaissant des difficultés économiques incitant un certain nombre d'entre eux à arrêter leur activités agricoles, et à ne plus envisager de transmettre leurs exploitations à leurs enfants. A la difficulté économique s'ajoute le malaise de l'agriculteur qui ne réussit pas à s'adapter aux transformations du secteur agricole, qui ne peut ou ne souhaite pas investir les capitaux nécessaires (économiques, sociaux, temporels...) à la transformation de son exploitation familiale en entreprise industrielle. Malaise de l'agriculteur qui se considère en échec là où ses voisins semblent réussir. Malaise de l'agriculteur vis à vis de sa famille, ne lui assurant plus les revenus suffisants au maintien de son mode de vie, et surtout ne lui consacre plus le temps que le ménage estime nécessaire à une vie de famille équilibrée. Aux pressions économiques du secteur, viennent s'ajouter les pressions sociales des autres agriculteurs, et les pressions familiales s'exerçant dans le sens d'un alignement du mode de vie rural à celui citadin.

Le discours de l'Echo traduit le travail du groupe collectif sur l'agriculteur à lui faire reconnaître les causes de son malaise, non pas comme personnelles, individuelles mais comme sociales et collectives.

L'association produit un double travail de persuasion. Le modèle dominant du mode de production, la politique structurelle menée par le syndicat majoritaire est ce qui met l'agriculteur en difficulté et le pousse à renoncer au métier qu'il a choisi. Alors qu'en participant à la diffusion d'un autre modèle reposant sur les principes généraux cités plus haut, il retrouverait l'équilibre économique, l'équilibre familial, et la fierté d'être encore agriculteur, en travaillant à respecter son environnement. L'agriculteur n'est plus celui qui mobilise son temps sur ses terres, équipé de machines industrielles coûteuses et répandant des produits toxiques, dépendant de ses fournisseurs et de l'industrie agro-alimentaire.

Le retournement du stigmaté.

Le milieu agricole recouvre une grande disparité de métiers et de situations sociales. Il existe de nombreux types d'agriculteurs et de pratiques. De multiples groupes se forment pour préserver leur autonomie à se définir eux mêmes sur la base de leurs appartenances communes. Cette autonomie est disputée par d'autres groupes, concurrents ou alliés, par le biais d'échange d'attributs et d'étiquettes. La réflexion que nourrit le CEDAPA dans le sens d'une valorisation commerciale¹⁵ des produits issus de l'agriculture durable ou l'élaboration d'un cahier des charges « durable » tient en partie des mécanismes de différenciation et de labellisation. A chaque travail d'étiquetage du CEDAPA ou de ses concurrents est associé celui de stigmatisation qui peut fonctionner comme un obstacle à l'adhésion. Comment adhérer à une cause que le voisin, voire le propre père de l'agriculteur tournera en dérision ? Comment adhérer à une cause qui prive l'agriculteur de ressources matérielles et symboliques¹⁶ ?

¹⁵ Numéro 26, novembre/décembre 1999.

¹⁶ Les coopératives ne sont pas toutes équipées des machines agricoles permettant le travail de l'herbe parce qu'elle est considérée comme désuète. Les agriculteurs biologiques ou durables se

Le discours de l'Echo permet de lever les obstacles liés aux stigmates attribués par les autres professionnels à la culture de l'herbe.

Le retournement du stigmate s'opère en rendant négatifs les attributs attachés aux modes de productions présentés comme les responsables des maux de l'agriculteur, ensuite en évitant de construire une image aux attributs stigmatisants qui peuvent empêcher les mécanismes de l'adhésion au groupe de fonctionner efficacement.

L'Echo du CEDAPA mène une remise en cause de l'image de l'agriculteur entrepreneur travaillée par les concurrents FNSEA et CNJA¹⁷ perçus comme la cause des difficultés qu'il rencontre.

A cette image rendue négative il en oppose une positive mais surtout en évitant de pouvoir être liée à une agriculture pouvant renvoyer à une image de l'agriculteur dont le secteur a longtemps souffert et cherché à transformer ; Celle du paysan aux modes de vie et de production moyenâgeux, incapable de se moderniser.

L'agriculteur devient alors celui qui est autonome, son mode de production n'est pas traditionnel mais économe, il est ouvert sur les techniques les plus modernes, « inspiré », « à la pointe des techniques » et de la « recherche », « réfléchi », « discuté ». Cette modernité permet qu'on s'y identifie sans craindre le spectre du paysan traditionnel, alors même que l'autre agriculture est « finalement peu innovante »¹⁸. Ce « finalement » permet d'insister plus sur le retournement du stigmate s'opérant « naturellement » après un regard attentif sur les deux modes d'agriculture. « Finalement », l'opposition est bien consommée et donne naissance à une autre agriculture, différente, autonome, « alternative »¹⁹, réconciliant le paysan et son métier²⁰.

La réconciliation avec le métier.

Le retournement du stigmate permet de lever un certain nombre d'obstacles à l'adhésion à un autre type d'agriculture. Mais conforter l'agriculteur dans une démarche présentée comme alternative n'est pas suffisant si un premier travail ne permet pas à l'agriculteur de croire aux possibilités du métier de répondre à ses propres attentes, économiques, sociales, culturelles et symboliques. L'agriculteur ayant déjà connu une période d'échec, ou le jeune qui voudrait s'installer, doivent croire que l'installation ou le maintien de l'exploitation est rentable.

Ce travail passe comme on l'a vu, en imputant à ses échecs personnels, des causes sociales et économiques. Il n'est pas tant rendu responsable individuellement de ses difficultés, que ne l'est l'ensemble du secteur à ne pouvoir définir son travail de telle manière qu'il lui permette de le poursuivre dans des conditions économiques et sociales acceptables. A une analyse de l'échec en termes individualisant doivent se soustraire des causes collectives. Cette étape une fois accomplie, doit s'accompagner d'une réconciliation avec le métier.

Si le renoncement, le doute, les inquiétudes ont bouleversé le projet initial de l'agriculteur, ceux alternatifs proposés doivent donner une image de l'agriculture attrayante, rentable²¹ et rassurante. L'Echo du CEDAPA est parsemé d'arguments qui en même temps qu'ils présentent les principes d'une agriculture basée sur la culture de

trouvent souvent en minorités dans les organisations professionnelles (coopératives, mutuelles, Crédit Agricole...) les privant de ressources potentiels.

¹⁷ Fédération Nationale des Syndicats Exploitants Agricoles et Centre National des Jeunes Agriculteurs.

¹⁸ Voir l'Echo du CEDAPA numéro 1.

¹⁹ On retrouvera la formule « alternative » dans le numéro 10 de l'Echo.

²⁰ L'Echo ne manie pas indifféremment les deux vocables, paysans et agriculteurs. Il attache le plus souvent le paysan au militant et l'agriculteur au professionnel.

²¹ Le problème est de même nature quand l'agriculteur désire transmettre son exploitation à ses héritiers. Ceux-ci doivent la considérer comme attrayante et suffisante à soutenir un certain mode de vie, voire P.Champagne (1986).

l'herbe, agissent aussi dans le sens d'un travail cherchant à convaincre de sa crédibilité. L'Echo annonce « *L'étude « fourrages, grains et coûts de production », publiée en 1985, mettait en évidence la supériorité économique du système fourrager à base d'herbe face à la culture coûteuse du maïs* »,²²

Plus loin : « *les agriculteurs et agricultrices peuvent trouver un vrai métier, fait d'observation, d'expérience et de techniques* ». Non seulement, le métier doit être rentable, mais aussi, il est présenté comme exigeant un certain nombre d'aptitudes, de savoir faire qui en font un métier attrayant. Ce discours rassure sur les possibilités d'exercer un « vrai » métier. Il prévient que « *changer d'orientations n'est pas facile* », mais « *les conseils, les échanges d'expériences sont indispensables et ce bulletin veut être un moyen, parmi d'autres d'éclairer les choix à faire dans la démarche du changement* »²³.

Un dernier obstacle à l'adhésion sera levé, introduit par l'édito. L'agriculteur pourra être rassuré aussi par le fait qu'il n'entre pas dans un groupe peu crédible par une attitude fermée et sectaire. Il s'agit, non seulement d'un groupe présenté comme dynamique de par ses expériences, ses échanges, mais aussi par son extension incessante et le nombre de ses partenaires crédibilisant sa cause.

Le premier argument de la création de l'Echo, au début de son premier édit, présente positivement le CEDAPA comme une organisation en développement : « *Depuis sa création en 1982, il ne cesse d'évoluer, élargissant d'années en années son impact direct et indirect sur l'agriculture du Département* ». Sa présentation le lie dès les premières lignes de l'édito au succès de son entreprise traduite dans l'accroissement de son impact. Ainsi, un article précédant l'édito, n'oubliera pas de préciser que les études consacrées par le CEDAPA entraîne la création de « *groupes similaires dans dix départements* » et étend son audience à l'étranger. Un autre argument pour sa crédibilité est l'entrée des jeunes agriculteurs²⁴ dans l'organisation, renforçant et se présentant comme une « aventure » prometteuse, faisant référence à l'aventure du CEDAPA mais sous entendant celle des futurs adhérents. On peut lire dans l'Echo, la démonstration du succès de l'organisation que « *près de deux cents agriculteurs sollicitent* » pour son appui. Autant de succès pouvant rassurer les potentiels adhérents.

Mais cet agriculteur, engagé sur une voie « *alternative* », a bien d'autres raisons de pouvoir s'identifier à ce type de projet ; la fierté d'être un paysan réconcilié avec son métier, sa famille et le reste de la société.

L'agriculteur peut être enfin « *fier de l'être* ». Les réflexions menées par le groupe autour des techniques basées sur la culture de l'herbe lui permettent de retrouver un niveau de revenu et d'emploi suffisant pour faire vivre sa famille et parfois créer un deuxième emploi sur l'exploitation. En conséquence il gagne du temps libre qu'il peut consacrer à sa famille, aux activités associatives, notamment celles du CEDAPA. Il est celui qui est autonome sur son exploitation, décide de la répartition de son temps de travail, peut prendre des vacances, celui qui ressent moins le stress de son travail que la stimulation de mener des expériences grandeur nature, d'améliorer sans cesse ses techniques de production... Cette réconciliation amène dans la profession de nouveaux paysans. Ainsi le témoignage du fils d'un agriculteur qui suit des études de géographie pour ne pas reprendre l'exploitation de son père, considérant son activité comme dévalorisante, insuffisante en terme de revenu mais aussi en temps libre que son père n'a pu ou su lui consacrer. Il reviendra à l'agriculture sur l'exploitation de ses parents, associé à sa mère et son oncle dont l'exploitation n'était plus rentable et qu'il songeait à quitter. En effet, c'est durant son objection de conscience qu'il découvre le CEDAPA, les méthodes de travail alternatives qu'il diffuse et surtout, la construction de l'identité du paysan qu'il opère, compatible avec ses exigences de travail, ses exigences familiales, ses convictions environnementalistes et sociales.

²² Voir Echo numéro 1.

²³ Voir Echo numéro 1.

²⁴ *Ibid.*

L'identité ainsi construite au sein de l'association invite les agriculteurs en difficulté à renouer avec leur profession en même temps que leurs enfants qui s'étaient préparés à sortir de l'agriculture, et ont fini par y revenir à la condition de s'installer dans les termes économiques, sociaux, écologiques acceptables comme ils sont définis par le CEDAPA.

Maitriser son image.

Par son discours, le CEDAPA identifie les causes des injustices qu'endurent les agriculteurs à la poursuite de la politique de modernisation de l'agriculture française menée par le syndicalisme agricole dominant²⁵ depuis les années 50. Le choix de la modernisation impliquant l'exode rural massif²⁶, provoqua aussi la détérioration des revenus (les équipements sont de plus en plus coûteux et les investissements de plus en plus lourds) et l'accentuation des disparités entre agriculteurs. La profession éclate²⁷ et les pressions s'accroissent sur ceux qui ne peuvent suivre ce mouvement d'industrialisation de l'agriculture. Le paysan semble pris entre deux choix.

Soit il s'industrialise au prix de nombreux risques économiques mais aussi familiaux, sans même pouvoir transmettre son exploitation aux héritiers²⁸. Il s'expose aussi à affronter les mécontentements d'une société très soucieuse de l'environnement et du respect des règles sanitaires depuis les années 80, qui mêle condamnations morales et indignation à l'encontre de l'ensemble du groupe social agricole. Aux yeux du reste de la société, il devient à la fois « privilégié », celui « qui fait ce qu'il veut », ²⁹ celui aussi qui répand dans les champs des substances polluantes³⁰, pose des problèmes sanitaires, décime la faune et la flore, rend insalubre les sources et nappes phréatiques...

Soit il refuse l'industrialisation, se soustrait aux normes dominantes de production agricole et s'expose à une dévalorisation de son travail par ses pairs.

C'est une deuxième alternative que lui propose le CEDAPA, concilier un type d'agriculture et une image moderne et valorisante.

L'action collective du CEDAPA met en jeu la capacité à maîtriser une image et les représentations sociales du groupe. De ce fait, le développement durable peut être envisagé comme l'un des termes venant répondre à la nécessité non seulement de reconstruire de manière autonome une image en difficulté, mais surtout d'accéder à sa reconnaissance par le secteur agricole et les pouvoirs publics :

« Certains campent sur leurs positions et ne se posent aucune question sur les conséquences de leur productivisme. D'autres s'interrogent, mais pour des raisons structurelles ou économiques, ils restent fidèles au système conventionnel. Les derniers enfin, ont entamé une démarche de désintensification dans le sens d'un développement durable. Ce tissu hétérogène est générateur de tensions et malsain

²⁵ Le CNJA (Centre National des Jeunes Agriculteurs) et FNSEA (Fédération National des Syndicats d'Exploitation Agricole).

²⁶ Entre 1970 et 1993, le nombre d'exploitations agricoles en milliers passe de 1101 à 488, cf *Alternatives Economiques*, HS n°26, octobre 1995. L'exode rural est toujours massif, le nombre d'emplois d'agriculteurs et éleveurs baissent de 819000 entre 1993 et 1998, *Alternatives Economiques*, n° 179, mars 2001.

²⁷ L'éclatement de la profession est aussi celui d'une représentation d'un groupe par les deux syndicats dominants affirmé sur l'unité mythique de ce groupe : « Ce qui nous unit est plus important que ce qui nous divise », voire F.Clerc.

²⁸ Beaucoup d'agriculteurs expriment leur réticence à transmettre une exploitation trop gourmande en capitaux économiques risquant de mettre en difficultés les héritiers.

²⁹ Voir la difficile réception des catégories de perception de l'agriculteur par ses leaders, dénonçant l'injustice de ces représentations notamment par M.Debatisse (1986).

³⁰ Voir l'article de L.Carroué, « Productivisme, l'agriculture empoisonne la Bretagne », *Alternatives Economiques*, n°182, juin 2000.

pour l'ambiance des groupes. A tel point que notre système herbe, en minorité dans les équipes, peut se trouver marginalisé ». ³¹

L'agriculture alternative et les autres (« biologiques », « conventionnelles »...) cherchent à imposer dans un jeu de conflits leurs propres définitions.

Alors la lutte n'est plus celle des agriculteurs pollueurs contre le reste du monde social, mais des « paysans » contre les « chefs d'exploitations », des « productivistes » contre les « extensifs », des éleveurs bios contre les grands céréaliers, des bios « modérés » contre les bios « fanatiques », des « durables » contre les « faux bios »... La lutte collective pour la maîtrise de l'image face au reste de la société est aussi une lutte pour la survie de certains groupes agricoles. Les différents groupes agricoles, alliés ou concurrents, se disputent le développement durable comme ils se disputent la maîtrise de leur image. D'où les tensions, la marginalisation résultant d'un travail de stigmatisation³² et reflet de la position fragilisée du CEDAPA dans l'espace des mouvements agricoles par le manque de ressources dans les autres organisations professionnelles. Un édito de l'Echo illustre ces luttes entre groupes agricoles en titrant : « *Hors de la Bio, point de Cohérence ?* »³³ L'association Cohérence regroupe plusieurs associations (de consommateurs, citoyens, paysans...) bretonnes dont le CEDAPA. Une de ses adhérentes, l'association « Nature et Culture » ravive les conflits, en proposant « *de cesser de cautionner les « agridurables » s'ils ne s'engagent pas à devenir des « agrobiologistes » dans un délai de 5 à 10 ans* ». En une seule phrase, la proposition de Nature et Culture citée par l'Echo montre comment la labellisation (on parle « d'agridurables », « d'agribologistes ») des différents groupes agricoles devient un moyen de différencier les groupes, d'accentuer leurs divergences, et de les positionner dans un jeu de conflits ou d'alliances voire de les exclure. La labellisation agit ici dans le sens d'une imposition de la définition de l'identité des agriculteurs membres du CEDAPA. L'enjeu est celui de rester maître de sa propre définition, de sa propre action et en dernier lieu de sa survie.

Sous les termes du développement durable semble devoir se lire le travail collectif des agriculteurs, de mise en scène, de construction de stratégies de représentation de soi destiné au reste du monde social, un effort de production identitaire à travers l'action collective.

La première phrase de l'Edito, répond aux attaques (cette « attaque » sera l'objet de nombreux articles dans les numéros suivants) en insistant sur la nature stratégique des termes de Nature et Culture « *Il s'agit de contrer FARRE³⁴, de mieux démarquer nos produits sur le marché ; entre l'agriculture raisonnée et la bio, il n'y aurait pas de place pour une troisième voie dans le cœur des citoyens* ». Elle refusera par la suite, de se positionner en fonction de FARRE « ou de tout autre mouvement ».

Même si le refus de se positionner et affiché, il n'en reste pas moins que les associations sont liées entre elles. Elles se situent dans un même espace particulier dépassant le simple espace agricole. Le rappel de l'Echo du « *cœur du citoyen* » témoigne de cet ancrage de l'association dans un espace plus large et par la même occasion, dans un espace d'alliances et de conflits.

³¹ Edito de l'Echo du CEDAPA numéro 7, 09/10/96, écrit par Pierre-Yves Aignel, agriculteur adhérent du CEDAPA.

³² On se réfère à la notion de stigmaté développée par E. Goffman, (1975) « Le mot de stigmaté servira donc à désigner un attribut qui jette un discrédit profond, mais il faut bien voir qu'en réalité c'est en termes de relations et non d'attributs qu'il convient d'en parler ».

³³ Titre de l'édito n°38, novembre/décembre 2001, rédigé par les membres du bureau (P. Hillion, S. Dufour, F. Clément, P. Le Fustec) d'une voix unanime pour un problème qui semble appeler une réponse forte engageant le groupe entier.

³⁴ FARRE (Forum pour une Agriculture Raisonnée et Respectueuse de l'Environnement) est une association agricole, créée à la fin des années 90 et se présentant comme une association concurrente des groupes durables comme des groupes biologiques.

Le discours dans le jeu des alliances et des conflits.

Le terme de développement durable apparaît dans l'Echo au numéro 10, en 1997, vingt mois après la parution du premier numéro, 15 ans après la création de l'association. Dans ce même numéro, en plus des sujets habituellement abordés (techniques agricoles, environnement, vie de l'association), on retrouve pour la première fois et à plusieurs reprises les termes de « *citoyens* », « *alternatif* », « *désobéissance civile* », « *consommateurs* ». Un édito spécial accordé au développement durable et son contenu définit par l'association, on y retrouve des dates signifiant que l'agriculture a « *rendez-vous avec le citoyen* ». On y retrouve les valeurs du CEDAPA présentes dans le premier numéro, réunies sous le vocable « durable ». Les articles ouvrant l'agriculture aux autres thèmes et actions collectives se succèdent ; De plus en plus d'articles seront consacrés au développement durable, suivis d'articles consacrés aux « *rendez-vous citoyens* », « *manifestations paysannes et citoyennes* », aux énergies renouvelables, autant de thèmes récurrents jusque dans les derniers numéros. On apprendra notamment qu'un des fondateurs charismatiques du CEDAPA, A.Pochon, aujourd'hui à la retraite vient de publier son dernier ouvrage « Les champs du possible : plaidoyer pour une agriculture durable » et plus tard, le CEDAPA annonce, dans la rubrique « en bref », l'adhésion d'A.Pochon à l'association « paysan et citoyen ».

Le dix-huitième numéro montre une photographie de manifestants à Binic, et commente : « *5000 à 6000 personnes à Binic [...], contre la dégradation de notre eau, de nos plages et pour un développement durable. Les consommateurs, les défenseurs de l'environnement et les paysans rassemblés au sein du collectif Eau Pure et de Cohérence ne pourront plus jamais être taxés de « groupuscules extrémistes »* ».

Les thèmes abordés débordent largement du cadre planté dans les premiers numéros. Cette évolution est liée à la position du CEDAPA dans l'espace organisationnel des mouvements agricoles. Les liens noués avec l'extérieur sont en partie les raisons de cette ouverture thématique soudaine, mais continue depuis, dont celles du développement durable.

La montée en généralités de l'Echo du CEDAPA.

ETAPES	THEMES	TRAVAIL IDENTITAIRE
Numéros 1 à 12.	<ul style="list-style-type: none"> • Doutes sur le productivisme. • Techniques. • Système CEDAPA • Qualité de l'eau. • Environnement. • Programme commun avec l'INRA : Système terre et eau. • Coopération avec Bretagne Eau Pure. 	<ul style="list-style-type: none"> • Désignation des maux et des remèdes. • Positionnement dans l'espace agricole. • Crédibilisation.
Numéros 13 à 20.	<ul style="list-style-type: none"> • Le développement durable et ses bénéfices. • Les liens et coopérations avec les partenaires : RAD, Paysan Citoyen, INRA, Conseil Général... • Les pays étrangers (pays du nord). 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du lien dans le groupe. • Différenciation du groupe. • Ouverture sur les partenaires.
Numéros 21 à 46.	<ul style="list-style-type: none"> • Les liens avec d'autres associations : Cohérence... • Les consommateurs. • Les mouvements citoyens. 	<ul style="list-style-type: none"> • Maintien de l'ouverture sur les partenaires agricoles et ouverture sur l'espace des

	<ul style="list-style-type: none"> • Les énergies renouvelables. • Les OGM. • Les pays étrangers (du nord et du sud). 	mouvements sociaux plus large que l'espace agricole. <ul style="list-style-type: none"> • Engagements militants.
--	---	---

Les étapes sont indicatives. Les numéros qui marquent les différentes étapes sont sélectionnés à partir du moment où les thèmes globaux abordés deviennent récurrents. Les thèmes nouveaux et les mécanismes identitaires s'ajoutent à ceux présents dès la première étape, le fait qu'ils ne soient plus cités dans les étapes suivantes ne signifie pas qu'ils soient absents. Au contraire, la qualité de l'eau, les techniques, l'environnement resteront toujours présents jusque dans les derniers numéros de l'échantillon. Leur place y sera toujours aussi importante (l'Echo gagnera quatre pages avec le temps). La priorité est toujours accordée à la recherche et l'expérimentation. Les autres thèmes, le développement durable, l'action citoyenne, l'ouverture sur les pays du nord comme du sud... qui traduisent des mécanismes identitaires viennent s'y ajouter. De ce fait, le travail identitaire à l'œuvre repéré dès le début de l'échantillon est toujours à l'œuvre dans les deuxièmes et troisièmes étapes.

Les thèmes abordés ainsi distribués dans le tableau permettent de repérer la montée en généralité de l'Echo du CEDAPA, son ouverture progressive sur l'espace agricole d'abord, puis sur l'espace plus large des mouvements sociaux bretons. Cette ouverture correspond aux liens créés entre les associations. Le CEDAPA crée des liens pour répondre à la nécessité d'étendre son audience, à celle de mettre en commun des ressources matérielles coûteuses (personnels, locaux, financement de projets communs...), à celle aussi de crédibiliser sa cause. Non seulement il travaille avec des partenaires politiques et scientifiques, mais aussi il montre qu'il est un interlocuteur compétent, ouvert, informé, actif et engagé. Le tableau permet de faire apparaître les liens, entre la construction identitaire, la recherche de reconnaissance et de crédibilité par le soutien d'alliés et la diffusion des thèmes importés des partenaires.

L'échafaudage organisationnel.

Les partenaires et concurrents absents de tous les numéros de l'Echo sont les deux syndicats, FNSEA et Confédération Paysanne. Le rôle des syndicats n'est pourtant pas négligeable dans l'espace des mouvements agricoles, même si le CEDAPA insiste sur la différence des buts des syndicats et associations. Le CEDAPA s'est créé sur la base d'une querelle avec les Paysans Travailleurs, en voulant attribuer un espace de réflexion et de développement autonome par rapport aux syndicats, les sept fondateurs, dont certains membres des Paysans Travailleurs, se séparent du syndicat. L'ADAGE, équivalent du CEDAPA dans l'Ille et Vilaine, se crée à l'issue d'une session de formation organisée par la Confédération Paysanne. Les membres du bureau de l'ADAGE, sont aussi les membres du Bureau de la Confédération locale, voire élus à la Chambre d'Agriculture pour la Confédération Paysanne. Les informations, les valeurs et le militantisme circulent facilement entre les structures proches, même si de part et d'autres on insiste sur la distance difficile à garder entre ces deux types d'organisations. L'espace local des mouvements agricoles semblent suivre les découpages syndicales. Les adhérents du CEDAPA sont en grande majorité syndiqués, et quasiment tous à la

Confédération Paysanne.³⁵ Au pôle local, Confédération Paysanne/ CEDAPA, correspond un autre pôle, FDSEA/FARRE.

Depuis la fin des années 90, différents acteurs agricoles³⁶ créent FARRE qu'ils présentent comme une entreprise de communication dont le but est de rapprocher le secteur agricole du reste de la société. Le secteur agricole est depuis quelques années ébranlé par la succession de crises sanitaires et sociales largement médiatisées. Pour remédier aux crises, émerge au sein du réseau FARRE la notion d'agriculture raisonnée qui empruntera à l'issue d'un rapport rédigé par G.Paillotin³⁷, le vocable du développement durable. Ce même document évoque la volonté de l'agriculteur de jouer un rôle citoyen, de pratiquer une agriculture plus respectueuse de l'environnement ...et se rapproche des thèmes développés par le CEDAPA. Cette association reçoit le soutien de la FNSEA. C'est ainsi, que dans un espace constitué d'organisations agricoles, les acteurs du CEDAPA, insistent sur ce que « *le CEDAPA est à la Conf, ce que FARRE est au syndicat majoritaire* »³⁸.

En même temps que le vocable est approprié par différents acteurs du secteur agricole, l'Echo du CEDAPA montre une légère transformation du traitement du vocable. De développement durable, on passe de « *développement véritablement durable* », ou « *développement plus durable* ». Dans cet espace, en même temps que le CEDAPA effectue un travail constant de différenciation il effectue toujours celui de stigmatisation : « *Ils nous piquent nos idées, ils disent la même chose que nous mais plus tard, mais au moins ils font quelques chose de bien s'ils poussent les agriculteurs vers le haut* »³⁹.

A chaque fois qu'il se positionne, la définition d'un développement durable se précise dans le cadre de valeurs qui dépassent celles liées à la profession.

Le CEDAPA face à FARRE ne dispose pas des mêmes ressources (matérielles, soutiens...). Il est financé des programmes communs avec les chercheurs de l'INRA, des subventions des emplois jeunes, celles du Conseil Général, les cotisations des adhérents, et les subventions liées aux CTE et PMPOA⁴⁰. Ces deux organisations forment de véritables entreprises de mobilisation orientées vers le changement social, qui identifient leurs buts et les moyens de les promouvoir.⁴¹ Ces entreprises s'insèrent dans un espace au sein duquel elles entrent en concurrence sans disposer des mêmes ressources : immatérielles ; informations, expertises, personnels, temps, extension de l'audience sur un plus large territoire... et ressources matérielles ; Personnels, locaux...⁴². Elles sont des entreprises concurrentielles qui ne disposent pas des mêmes moyens d'actions. Le mode d'adhésion même à une de ces associations sont différents.⁴³

³⁵ Deux exceptions d'agriculteurs qui adhèrent à la FDSEA sont liées à des facteurs locaux ou familiaux.

³⁶ Essentiellement des acteurs de l'industries agro-alimentaires, chimiques et équipementiers, notamment, l'IUPP (Union des Industries de la Protection des Plantes), UNIFA (Union des Industries de la Fertilisation), SYGMA (Syndicat Général de construction de tracteurs et de Machines Agricoles), BASF Agro, l'AFCOME (Association Française de Coopératives et Entreprises de Distribution et de Mélanges d'Engrais)...

³⁷ Guy Paillotin, *L'Agriculture raisonnée*, Rapport au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Février 2000.

³⁸ Entretien avec C.Lubertz, animateur du CEDAPA.

³⁹ Entretien avec Nathalie, animatrice au CEDAPA.

⁴⁰ Contrats Territoriaux d'Exploitation, et Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole.

⁴¹ On peut rapprocher l'entreprise de la notion économiste développée par Mac Carthy et Zald, (1973).

⁴² On peut se rapprocher de la définition qu'en donne Obershall, (1973), p.68.

⁴³ L'adhésion au CEDAPA résulte de la volonté de l'agriculteur. Adhérer à FARRE, résulte de la volonté de l'agriculteur et de l'accord d'une commission(dont les membres ne sont pas tous agriculteurs), qui selon les critères qu'elle s'est fixée, accepte ou non le candidat à l'adhésion.

FARRE agit au niveau national, le CEDAPA au niveau local. En 1997, le CEDAPA et d'autres associations bretonnes⁴⁴, créent une association avec la FNCIVAM⁴⁵ : le RAD⁴⁶. Il se présente confusément comme la section « durable » de l'Ouest de la France, qui manquait à la FNCIVAM. Il permet d'agir au niveau régional mais aussi national. Le RAD devient l'interlocuteur d'autres associations de consommateurs ou environnementalistes, comme le « Réseau Cohérence ». Les liens se tissent entre les associations locales, créant d'autres associations régionales, se liant à d'autres fédérations nationales.

Les thèmes abordés par l'Echo du CEDAPA montrent les liens en train de se tisser dans l'espace agricole. A partir de cette période, on y trouve des références de plus en plus nombreuses aux citoyens, consommateurs, débats sur les OGM, commerce équitable...pays du Tiers-Monde⁴⁷.

L'adversaire allié.

Comme on l'a vu, le CEDAPA insiste sur le fait qu'il ne cherche pas à se positionner. De ce fait, la désignation du responsable des maux de l'agriculteur est sous-entendue. La dépréciation n'est jamais conduite sur un ton batailleur, ni guerrier. Elle est le plus souvent prudente et distante. Une dépréciation trop conflictuelle pourrait entacher la crédibilité des arguments en même temps que celle du CEDAPA. La prudence est liée au souci ambiguë de garder la possibilité du contact avec les concurrents. Le concurrent n'est pas tant l'adversaire, que celui, qui par son action, contribue conjointement à améliorer les possibilités de changements dans l'espace commun. L'espace commun, l'est d'autant plus qu'il est relativement restreint au niveau local.

Les alliances se nouent entre acteurs individuels en dehors des organisations et des groupes, permettant aux informations de circuler et de se soustraire aux échanges organisationnels officiels. Ainsi le président de l'ADAGE est en même temps le voisin et l'ami du président de la Chambre d'Agriculture, élu FNSEA. Leurs rencontres contribuent à créer des liens, autant d'occasions spontanées de favoriser les échanges de ressources, le plus souvent immatérielles, et d'éviter aussi les confrontations radicalisantes pouvant devenir un frein pour l'action. Les surprises et les conflits ouverts s'en trouvent aussi évités, les divergences de position dans le même champ n'entraînent pas nécessairement d'opposition verbalement musclée, même si cette divergence est toujours nourrie.

Les organisations « coupables », apparaissent très peu clairement désignées dans l'Echo du CEDAPA, on préfère parler du syndicat « majoritaire » ou « dominant » plutôt que de la FNSEA. Les animateurs de l'ADAGE ou du CADAPA eux mêmes ne les invoquent que timidement, avançant que de toutes manières, les agriculteurs savent qui ils désignent, et qu'il n'est pas utile de le rappeler. Cette timidité sentée trouver ses fondements dans une complicité partagée, entre les adhérents des organisations et son public (lecteurs de l'Echo, soutiens extérieurs, partenaires...), et sur la sagesse de

⁴⁴Il s'agit essentiellement d'associations paysannes : Agrobio, Accueil Paysan, ADAGE...

⁴⁵Fédération National des Centres d'Information et de Vulgarisation Agricole et du Milieu rural. Il s'agit d'une fédération réunissant les centres d'agriculteurs dans lesquels ils expérimentent les programmes qu'ils se fixent. Le mouvement est né dans les années 50 au croisement des initiatives d'instituteurs en faveur de la vulgarisation et de la diffusion des progrès dans les campagnes, du savoir laïque.

⁴⁶Réseau Agriculture Durable.

⁴⁷Un relevé des pays cités dans l'Echo du CEDAPA du premier au 46^{ème} numéro montre la prise en compte de ces pays à partir du 17^{ème} numéros, mai/juin 1998. Le premier numéro cite la France et l'étranger. Puis aucun pays n'est cité jusqu'au 11^{ème} numéro, où apparaît une petite annonce mentionnant des élèves stagiaires marocains recherchant une exploitation pour y effectuer leur stage. Le 14^{ème} numéro marque la rupture en citant onze pays dont quatre pays du tiers monde. Les pays sont régulièrement cités ensuite, notamment les pays du Nord.

chacun des membres voulant donner à tous l'image de la tolérance, s'explique aussi par la limite en terme de ressource qu'entraînerait une attitude trop conflictuelle. Ces organisations, de par leur limitation de leurs ressources dans l'espace agricole doivent chercher les moyens de multiplier les partenariats et sûrement pas ceux de provoquer les résistances à leur rencontre.

Cependant, les coupables apparaissent nettement quelque fois, mais le plus souvent à travers le modèle agricole qu'ils encouragent et défendent. L'agriculture des adversaires, est « *conventionnelle* », « *productiviste* », « *dévastatrice* », « *polluante* » (« *elle pollue aussi bien les sols que les esprits* »⁴⁸). On parle, de « *doutes chez de nombreux agriculteurs* », sur « *l'efficacité réelle d'un système de production exigeant en intrants* ».⁴⁹

Le CEDAPA doit rester crédible. Elle ne doit pas donner l'image d'un groupe reclus, fermé aux autres organisations et aux transactions. Cette attitude volontairement ouverte lui permet de nouer des liens avec des partenaires qui conforteront la crédibilité de son action et de ses discours.

Crédibilité et partenaires.

Un argument important, contribuant à lever les obstacles à l'adhésion liés à un doute sur la crédibilité, tient dans la présentation des partenaires. Les partenaires sont ceux qui vont étendre l'audience de l'organisation mais aussi ceux qui vont lui apporter un gain de crédibilité. C'est ainsi que le premier numéro de l'Echo du CEDAPA, présente les partenariats avec les associations écologiques actives et reconnues dans la région ; « *Eaux et Rivières de Bretagne* », « *GEPN*⁵⁰ ». C'est surtout la présentation du programme de recherche et de développement « *Système Terre et Eau* », impliquant le CEDAPA au programme des PDD⁵¹, conjointement mené par le Conseil Général des Côtes d'Armor, l'INRA et le CEDAPA, qui lui confère à la fois une crédibilité politique et scientifique.

La crédibilité est donnée aussi par la présentation du cahier des Charges du CEDAPA « *agrée par la région Bretagne, le Ministère de l'Agriculture et l'Union Européenne en 1993[...]. IL est opérationnel en 1994 sur la commune de Trémargat (400 hectares, 9 agriculteurs) et est élargi au Haut Blavet en 1995 (1500 hectares supplémentaires).* » La multiplication des présentations des partenaires rivalise avec les chiffres voulant montrer l'action du CEDAPA sous le jour d'un succès grandissant.

L'association ne doit pas offrir à ses adversaires l'occasion de les discréditer par leur manque de diffusion et de visibilité : Les Editos de l'écho titrent alors « *Autonomie pas autarcie* »⁵². Ou bien encore : « *Tournés vers l'avenir* »⁵³.

« Allons voir ailleurs »⁵⁴ : Un engagement alternatif pour une rupture agricole?

Mais c'est surtout l'engagement actif, la conscience de sa responsabilité « *citoyenne* », envers le reste de la société et des agriculteurs du monde, les liens qu'il est capable de nouer avec les « *citoyens* », les « *consomm-acteurs* », les agriculteurs des pays étrangers... qui semblent devoir le plus caractériser l'identité de ces agriculteurs. L'association du CEDAPA est à l'image de ses adhérents. Il s'agit

⁴⁸ Voir notamment les numéros de l'Echo du CEDAPA, 1,7 et surtout le n°10, qui compare les 50% du suffrage au FN à Vitrolles et les 50 mg de nitrates par litre autorisé dans l'eau potable.

⁴⁹ Voir Echo numéro 1.

⁵⁰ Groupement d'Etude pour la Protection de la Nature.

⁵¹ Plan de Développement Durable.

⁵² Edito du numéro 30.

⁵³ Edito numéro 27.

⁵⁴ Titre de l'édito de l'Echo n°18, juillet-août 1998.

d'individus qui ne sont pas seulement agriculteurs⁵⁵. L'écho titrera dans le numéro 21 : « *Décloisonner notre métier* ».

Ils importent dans leur profession les liens qu'ils ont tissé à l'extérieur ; Leur engagement au sein d'autres associations, écologistes notamment, mais aussi de leurs parcours universitaires, de leur proximité des citoyens... Sans compter sur les modes de vies, univers sociaux et familiaux importés par le biais de leurs épouses rencontrées dans ces autres institutions et espaces sociaux.

L'écho du CEDAPA avance souvent la « *supériorité système CEDAPA* », pas uniquement pour galvaniser les troupes, mais pour insister sur le temps libre que laisse ce mode de production à l'agriculteur. Ce temps libre est comblé souvent par une activité associative. Des agriculteurs prennent des cours de théâtre, d'autres participent à une activité sportive, d'autres sont parents d'élèves... Autant d'activités qui viennent s'ajouter aux activités syndicales et associatives agricoles, aux participations dans les organisations professionnelles...

Le temps libre encourage une rupture avec l'agriculteur « cloué » sur son exploitation. La rupture avec le mode de vie traditionnel de l'agriculteur est souvent renforcée par l'épouse, surtout quand elle est rencontrée hors de la vie agricole, dans les associations militantes, sur les bancs de l'université ou des écoles d'ingénieurs. L'installation sur l'exploitation avec l'épouse n'efface pas les modes de vies intériorisés en dehors de l'agriculture. Au contraire les éléments d'un mode de vie en rupture sont accentués.

L'agriculteur est en rupture avec son père aussi. Il est distant vis à vis du métier de son père qui lui prend trop de temps sans suffire au niveau de vie espéré. Ou bien, il est critique sur les modes de productions trop approximatifs et mal maîtrisés, voire jugés irresponsables.

Ce qui semble caractériser les agriculteurs adhérant et diffusant les valeurs du développement durable, c'est la rupture et l'ouverture, même relativement timides.⁵⁶

Chacun de ces éléments de ruptures se combinant dans le sens d'une transformation de l'image de l'agriculteur et des frontières de la profession, et d'une prise de distance avec celle de l'agriculteur entrepreneur élaborée par les représentants dominants de la profession.

En le restituant dans le cadre interactif où les différents groupes sociaux s'échangent stigmates et étiquetages, le développement durable n'est plus une notion donnée mais apparaît comme en train de se construire.

Sa diffusion traduit des mécanismes interactifs de luttes des acteurs contre leur déclassement⁵⁷ inégalement pourvus en termes de capitaux et de ressources dans un espace qui n'en finit pas d'être en révolutions⁵⁸, de construire et de chercher à maîtriser sa propre image.

⁵⁵ Avant d'entrer dans le métier, un certain nombre soit se préparaient et se formaient à une autre profession, soit se préparaient à arrêter.

⁵⁶ Par exemple, les liens noués avec les associations étrangères sont fragiles. Les entretiens laissent apparaître peu de place pour les pays du tiers monde dans les préoccupations des agriculteurs, dont le militantisme est fortement orienté vers le local et la région.

⁵⁷ P. Bourdieu (1978)

⁵⁸ On pense à M. Debatisse, *La révolution silencieuse, Le combat des paysans*, Calman-Lévy, 1963, mais aussi à la « révolution inachevée » I. Bruneau, (2001), p27.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

- H.S.Becker, *Outsiders*, Paris, Ed.Métallié, traduction française de J.P Briand et J.M.Chapoulie, 1985.
- P.Bourdieu, « Classement, déclassement, reclassement », *ARSS*, n°24, 11.1978 pp2-22.
- I.Bruneau, « La confédération paysanne », *Regards sur l'actualité*, Mars 2001, p27.
- P.Champagne, « La reproduction de l'identité », *ARSS*, n°65, 11-1986.
- F.Clerc, « FNSEA-CNJA. Les conflits de l'unité », in P.Coulomb, H.Delorme, B.Hervieu, M.Jollivet, P.Lacombe (dir), *Les agriculteurs et la politique*, P.F.N.S.P, 1990
- M.Debatisse, *Agriculture. Les temps difficiles...*, Paris, Economica, 1986.
- C.Gautier, J.Valluy, « Générations futures et intérêt général. Eléments de réflexions à partir du débat sur le développement durable », *Politix*, n°42, 1998.
- J.D.Mac Carthy, M.N.Zald, *The trend of Social Movements in América : Professionalization and Ressource Mobilization*, Morristown, N.J.General Learning Corporation, 1973
- E.Goffman, *Stigmaté, les usages sociaux des handicaps*, Les Editions de Minuit, 1975.
- E.Goffman, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Les Editions de Minuit, 1974.
- R.Inglehart, *The Silent Revolution : Changing Vakues and Political Styles Among Western Publics*, Princeton University Press.
- B.Jobert, P.Muller, *L'Etat en action. Politiques publiques et corporatismes*, Paris, PUF 1987.
- B.Klandermans, D.Oegema, « Potentials Networks, Motivations and Barriers Steps Toward Participation in Social Movements », *Américan Sociological Review*, vol.49, 1984, p583-600.
- L.Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *RFSP*, vol.52, n°1, février 2002, p.75-100.
- P.Muller, *Le technocrate et le paysan*, Les éditions ouvrières, 1984.
- A.Oberschall, *Social conflict and Social movements*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1973, p.68.
- I.Sommier, *Les nouveaux mouvements contestataires*, Paris, Flammarion, 2001.